

Human Rights Watch dénonce la répression au Burundi

BBC Afrique, 17 avril 2018 Dans un rapport, l'organisation de défense des droits de l'homme, Human Rights Watch dénonce la répression au Burundi, à l'approche du référendum sur le mandat présidentiel.

Selon ce rapport, une campagne d'intimidation est organisée par le gouvernement pour pousser la population à voter "oui" au référendum du mois prochain. Le "oui" autorisera une révision de la constitution et cette révision permettra de prolonger le mandat présidentiel. Le président Pierre Nkurunziza pourrait devenir l'un des chefs d'Etat qui ont le plus long règne. Il est arrivé au pouvoir en 2005 à l'issue d'une guerre civile que le Burundi a connue. Une interprétation de la constitution lui a permis de briguer un troisième mandat en 2015. Cette lecture de la constitution a d'ailleurs été contestée et plusieurs manifestations avaient été organisées à l'époque pour protester contre ce troisième mandat du président Nkurunziza. Ces manifestations avaient été réprimées et plusieurs manifestants avaient péri. Le mois prochain, les Burundais iront aux urnes pour un référendum qui approuvera ou non une révision de la constitution qui pourrait offrir au président, l'opportunité de rester au pouvoir jusqu'en 2034. L'organisation de défense des droits de l'homme Human Rights Watch, a pu lors d'une enquête, rencontrer des personnes qui ont subi des sévices pour avoir appelé la population à voter non au référendum. Human rights watch révèle dans son rapport que le gouvernement a clairement fait savoir aux Burundais qu'ils n'auront pas le choix le mois prochain et qu'ils devront voter oui.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});